

Résumé de l'intervenant

Les taux de participation aux études postsecondaires ont des effets « importants » sur les élèves sous-représentés

Une étude à long terme portant sur les façons d'améliorer l'accès des élèves sous-représentés aux études postsecondaires a révélé que de meilleurs programmes d'éducation au choix de carrière et la promesse d'aide financière aussi tôt qu'à l'école secondaire entraînaient un meilleur taux de participation et que des taux de participation plus élevés avaient d'importants effets économiques sur la vie des jeunes.

Intitulée *Effets du projet Un avenir à découvrir sur l'éducation à long terme et le marché du travail*, cette étude a été menée par la Société de recherche sociale appliquée (SRSA) et publiée par le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur. Lancé en 2003, le projet Un avenir à découvrir de la SRSA visait à trouver des façons de réduire les obstacles que confrontent les élèves sous-représentés, comme un manque de ressources financières, une mauvaise préparation aux études et un manque d'information au sujet des études postsecondaires. L'étude fournit une première réponse prudente à l'une des questions les plus cruciales posées par les décideurs soucieux de la programmation d'accès aux EPS : « Dans quelle mesure les études postsecondaires changent-elles le cours des choses chez les jeunes qui, sans notre intervention, n'en feraient pas? »

Plus de 5 400 étudiants dans deux provinces — le Manitoba et le Nouveau-Brunswick — ont participé à cette recherche qui étudiait l'efficacité de deux interventions visant à aider les élèves à surmonter certains de ces obstacles. Une intervention offrait aux élèves du secondaire une planification de carrière rehaussée ainsi que de meilleurs renseignements sur les coûts et avantages des programmes d'études postsecondaires. Le programme était offert dans le cadre d'ateliers à participation volontaire organisés après les heures de classe à partir de la 10^e année. Les ateliers exploraient diverses pistes d'études postsecondaires, y compris les collèges, les universités, la formation en apprentissage et la formation professionnelle.

La deuxième intervention, qui était offerte uniquement au Nouveau-Brunswick, promettait aux élèves du secondaire issus de familles à faible revenu jusqu'à 8 000 \$ en aide financière non remboursable s'ils décidaient d'opter pour des études postsecondaires. Cette promesse était faite à des élèves qui allaient bientôt entamer la 10^e année. Pour obtenir la bourse, les élèves devaient réussir à s'inscrire à un programme d'études postsecondaires à temps plein. À ce moment-là, ils recevraient 4 000 \$ par année pendant les deux premières années de leurs études postsecondaires.

Étalé sur plus de 10 ans, le projet tentait d'évaluer si ces interventions, qui étaient menées séparément ou ensemble, amélioreraient la probabilité que les étudiants s'inscrivent à des études postsecondaires et les incidences économiques d'un tel choix. Les élèves étaient affectés aléatoirement à un de quatre groupes : le premier groupe était affecté à des ateliers d'information offerts après les heures de classe, le deuxième groupe se voyait promettre des fonds pour financer leurs études postsecondaires, le

troisième groupe profitait des deux interventions en même temps et le dernier groupe, le groupe témoin, ne participait à rien. La SRSA suivait les élèves dès la 9^e année et jusqu'à leur entrée sur le marché du travail à la mi-vingtaine.

L'étude a révélé qu'au Nouveau-Brunswick, les interventions offertes, séparément ou ensemble, avaient eu pour effet d'accroître les taux d'obtention de diplôme au secondaire et d'inscription aux études postsecondaires des élèves sous-représentés, y compris ceux de familles à faible revenu et les élèves de première génération — dans certains cas dans une grande mesure. Par contre, les effets étaient moins encourageants quand il s'agissait du taux d'achèvement des études postsecondaires. Quoique la promesse d'une aide financière favorisait l'achèvement des études collégiales, aucune des deux interventions n'avait d'effets perceptibles sur l'achèvement des études universitaires. Par contre, l'étude a souligné que les élèves à faible revenu du Nouveau-Brunswick qui avaient profité des interventions avaient passé nettement plus de temps à poursuivre des études postsecondaires qu'ils ne l'auraient fait autrement. Au Manitoba, où on n'avait offert aux élèves que les ateliers, aucune incidence à long terme sur la participation aux études postsecondaires n'a été observée.

À l'étape finale de l'étude, la SRSA a évalué l'emploi et la rémunération des étudiants au cours de leurs premières années sur le marché du travail. L'étude a constaté qu'au Nouveau-Brunswick, les interventions ont procuré aux étudiants de solides gains sur le marché du travail. Ce sont les ateliers qui présentaient le plus grand potentiel. Partant de la rémunération à l'âge de 23 ou 24 ans, les participants de familles à faible revenu qui avaient eu la chance de participer aux ateliers affichaient une hausse annuelle de revenu de 1 669 \$ comparativement à celle des groupes témoins; ceux à qui on avait offert une bourse affichaient une hausse annuelle de 660 \$; et ceux à qui on avait offert les deux affichaient une hausse annuelle de 1 062 \$. Ces estimations représentent les gains de rémunération moyens parmi l'ensemble des membres de chaque groupe de recherche, certains ayant fait des études postsecondaires, d'autres non.

Au Nouveau-Brunswick du moins, selon les auteurs de l'étude, le fait d'encourager les jeunes à poursuivre leurs études au-delà du secondaire semble avoir des effets « importants », qu'ils obtiennent ou non un diplôme d'études postsecondaire. Au Manitoba, où l'intervention n'a pas entraîné un taux de participation accru, aucun effet économique n'était apparent, ce qui porte à croire que les interventions pourraient donner des résultats différents, selon le contexte, ont-ils ajouté.

Les auteurs ont souligné que seule une petite portion des élèves du Nouveau-Brunswick ont eu l'occasion de participer aux interventions (3 015 élèves). Si les interventions avaient été offertes à tous les élèves pendant plusieurs années, le différentiel de rémunération aurait été important, ont-ils ajouté. De plus, chaque cohorte de 9^e année en Ontario est 20 fois plus grosse que celle du Nouveau-Brunswick, ce qui laisse présager un effet encore plus grand.

« Le potentiel des interventions axées sur l'accès est énorme », ont précisé les auteurs. Et ce ne sont pas seulement les individus qui vont en profiter, puisqu'une partie de ces gains seront versés au gouvernement sous forme de recettes fiscales plus élevées.

L'étude *Effets du projet Un avenir à découvrir sur l'éducation à long terme et le marché du travail* a été rédigée par Taylor Shek-wai Hui et Reuben Ford de la Société de recherche sociale appliquée.